

**SÉMINAIRE SUR LA GRIPPE AVIAIRE
HAUTEMENT PATHOGÈNE
À L'INTENTION DES
REPRÉSENTANTS PERMANENTS
AUPRÈS DE LA FAO**

*Rome, Italie
14 mai 2008
Siège de la FAO
Salle Iran (B116)*



Ordre du jour

10:00 Bienvenue

J. Butler, Directeur général adjoint, FAO

10:10 Le Programme IAHP dans le cadre général de gestion des urgences

J.M. Sumpsi, Sous-Directeur général, Département de la Coopération technique, FAO

10:20 Enseignements tirés de quatre ans d'expérience de la crise de l'IAHP chez les volailles

J. Domenech, Vétérinaire en Chef, FAO, Chef du Service de santé animale (AGAH) et
S. Newman, Fonctionnaire de santé animale, Coordonnateur International des espèces sauvages, Service de santé animale, FAO

10:40 Enseignements tirés de quatre ans d'expérience de la crise de l'IAHP chez les hommes

D. Heyman, Sous-Directeur général, OMS

10:55 Implications de la crise de l'IAHP sur la gouvernance internationale des questions de santé animale

B. Vallat, Directeur général, OIC

11:10 Comment soutenir un pays gravement touché: le cas de l'Egypte

Dr. Mona Mehrez, Directeur du Laboratoire Central pour le contrôle de la qualité de la production avicole, Ministre de l'agriculture et de la mise en valeur des terres d'Egypte

11:25 Débat

11:55 L'importance de la communication en santé animale

S. Michiels, Unité de communication, Centre d'urgence pour les maladies animales transfrontalières, FAO

12:05 La gestion de l'IAHP dans les contextes socio-économiques des systèmes de production et de la biodiversité

A. McLeod, Fonctionnaire principal (Politique de l'élevage), Sous Division de l'information, de l'analyse sectorielle et des politiques en matière d'élevage, Service de santé animale, FAO

12:20 De New Delhi au Caire

D. Nabarro, Coordonnateur du Système des Nations Unies pour l'Influenza aviaire et
Dr. Fathi Saade, Président du comité en charge de l'organisation de la conférence d'octobre, Ministre de l'agriculture et de la mise en valeur des terres d'Egypte

12:35 Débat

13:00 Clôture de la session

Documents informatifs

SITUATION DE LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE ET ENSEIGNEMENTS	1
STRATÉGIES MONDIALES POUR LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DE LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE	2
ÉPIDÉMIOLOGIE DE LA GRIPPE AVIAIRE	4
LA FAUNE SAUVAGE ET LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE	5
UN MONDE, UNE SANTÉ GÉRER LE RISQUE ASSOCIÉ AUX INTERACTIONS ANIMAUX / ÊTRES HUMAINS	7
VACCINATION CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE	8
LES COÛTS LIÉS AUX FOYERS D'INFESTATION ET LES AVANTAGES DE LA LUTTE	10
IMPORTANCE DU SECTEUR DE LA VOLAILLE	12
RESTRUCTURATION À LONG TERME DU SECTEUR AVICOLE	13
COMMUNICATION	14
LES ACTIVITÉS DE LA FAO CONTRE LA GRIPPE AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE	15
LA COORDINATION INTERNATIONALE	18

Situation de la grippe aviaire hautement pathogène et enseignements

La grippe aviaire hautement pathogène ne sera pas éradiquée à court terme. Mais on pourra certainement l'éliminer du secteur de la volaille si les pratiques d'élevage et de commercialisation sont améliorées et si les organismes de tutelle prennent les mesures nécessaires pour améliorer les conditions sanitaires et protéger les moyens d'existence. Les gouvernements devront également établir un contexte réglementaire encourageant le secteur privé à adopter de meilleures normes en matière de production et de marchés.

Le fait que l'on n'ait pas encore assisté à une pandémie ne signifie nullement qu'elle ne saurait se produire bientôt. C'est pourquoi la plus grande vigilance s'impose afin de pouvoir y répondre le cas échéant (ce qui se traduit par l'information du public, des systèmes d'inspection et de notification et des structures diagnostiques efficaces dans les laboratoires). Jusqu'ici l'OMS n'a pas relevé son échelle de risque; sur plus de 65 pays ayant fait état d'infections par le virus H5N1 depuis 2004, seuls une dizaine ont été concernés par une transmission active au sein des élevages de volaille, y compris l'Indonésie et l'Égypte qui sont deux pays fortement contaminés. Ainsi des avancées capitales ont eu lieu afin d'accélérer les mesures de détection et de réponse. Une bonne préparation et une prévention efficace sont des ingrédients essentiels du succès, de même que la communication et le partage des informations.

Il convient de pratiquer une surveillance étroite. C'est en particulier le cas dans les régions à risque supérieur, c'est-à-dire celles ayant une forte densité de volaille (notamment de canards), celles où des interactions fréquentes peuvent se produire entre les oiseaux sauvages et les unités de production de volaille et celles où le commerce transfrontalier touche des régions qui sont ou ont été affectées par le H5N1. Une telle surveillance doit être fondée sur la caractérisation clinique de la maladie et de son agent, c'est-à-dire sur des tests permettant de déceler la présence du virus, de l'isoler et le caractériser. La prise d'échantillon de sang pour déterminer la réaction en anticorps n'a qu'une valeur limitée pour la surveillance de la maladie.

Les pays ont adopté des approches différentes, depuis la surveillance massive sans vaccination et l'abattage rapide lorsque le virus est décelé jusqu'à la vaccination à grande échelle et une étroite surveillance des marchés. Ces programmes ont réussi là où existait une forte volonté politique aux plus hauts niveaux de l'État et un professionnalisme sans faille au sein des systèmes de santé animale intégrés. Un facteur de succès essentiel est la présence d'une ligne d'autorité directe allant des directeurs des services vétérinaires jusqu'aux personnels responsables des opérations de santé animale sur le terrain, de la transmission des informations depuis les laboratoires, des données de surveillance et des interactions avec d'autres ministères (tels que ceux chargés des travaux publics, de la sécurité, etc.).

De même, il est indispensable de renforcer la collaboration entre les secteur public et privé car les producteurs privés, les commerçants et les autres parties prenantes sont les mieux placés en ce qui concerne la surveillance, la notification des cas, la prévention et la lutte contre les maladies.

Stratégies mondiales pour la prévention et le contrôle de la grippe aviaire hautement pathogène

Pour définir une stratégie mondiale, il faut se souvenir que son succès se mesure au niveau local. Ainsi, afin de réduire les cas de grippe aviaire hautement pathogène (ou de toute autre maladie d'ailleurs) il faut absolument tenir compte des réalités locales, des pratiques de production et de commercialisation des animaux d'élevage, des recensements et des conditions démographiques, des coutumes et des traditions ainsi que des structures politiques et économiques.

Aucune solution miracle ne permettra de venir à bout du problème de la grippe aviaire hautement pathogène. Il s'agit plutôt, sans doute, d'intégrer les différents outils et de parvenir à un juste équilibre entre ces derniers tout en suivant un calendrier opportun – et cela toujours à la condition d'un engagement politique fort aux plus hauts niveaux de l'État. Ces outils sont les suivants:

- la surveillance, un instrument efficace et nécessaire, particulièrement au sein des pays à risque, c'est-à-dire ceux exposés à des épidémies et ceux où la maladie est endémique;
- l'abattage, accompagné d'indemnités justes et raisonnables;
- la vaccination;
- la biosécurité;
- une évolution rapide des politiques afin de réduire les impacts les plus sensibles du virus et des mesures de contrôle.

Pour faire face à la maladie le plus tôt, et donc le plus économiquement, possible, l'un des éléments essentiels consiste à mettre en œuvre une politique d'indemnisation juste et de la faire largement connaître. Les agriculteurs ou les ménages seront incités à signaler un problème s'ils savent qu'ils seront rapidement dédommés. Si tel n'était pas le cas, ils seraient plutôt tentés de revendre rapidement leur volaille pour éviter toute perte ultérieure, ne faisant ainsi que disséminer davantage encore la maladie par le biais des marchés et des acquéreurs.

D'autre part, il est regrettable de constater que la vaccination est souvent considérée comme une solution miracle, ce qui est loin d'être le cas. Pour être efficace, elle doit être correctement gérée. Avant tout, pour en garantir l'efficacité, le vaccin utilisé doit être puissant, sûr et actif contre la ou les souches en circulation. Le fait qu'il faille l'injecter dans chaque volaille complique l'aspect logistique (manipulation et ressources humaines). En mettant le bon vaccin entre de bonnes mains, avec la bonne stratégie, on pourra protéger chaque oiseau et donc le troupeau entier, et réduire ainsi les risques d'excrétion et de contamination ainsi que de transmission à l'homme de virus d'origine aviaire. Le lancement de campagnes de vaccination massives et à long terme contre la grippe aviaire au sein de tous les secteurs de la volaille n'est pas une solution viable. Il conviendra de lui préférer une approche ciblée, ce qui exige cependant une bonne connaissance de l'ensemble de la chaîne de production de volailles, depuis les couvoirs jusqu'aux éleveurs en passant par les intermédiaires, afin de mener des évaluations des risques et d'appliquer le vaccin avec une couverture maximale. La surveillance post-vaccination (examen de la présence du virus au sein des volailles vaccinées ou bien mesure des anticorps après vaccination) constitue une pratique exemplaire pour s'assurer que de nouvelles souches n'apparaissent pas ou bien que la couverture de vaccination avoisine le pourcentage ciblé et que le vaccin a été correctement administré. L'expérience démontre que lorsque le vaccin n'est pas utilisé de façon optimale ou correcte, on en conclut rapidement qu'il n'est pas efficace (*échec vaccinal*) alors qu'il conviendrait plutôt de parler d'échec de la *vaccination*. Cet aspect des campagnes de vaccination est bien trop souvent négligé, alors qu'il conviendrait de l'intégrer à la planification et au budget.

Les pays qui n'ont pas encore été atteints par le virus devraient en profiter pour tester leurs programmes de prévention, pour encourager de meilleures pratiques d'hygiène au niveau de la production et de la commercialisation et pour établir des points focaux où exercer une surveillance régulière axée sur l'analyse des risques (points d'entrée, frontières, marchés, etc.). Dès que le H5N1 est détecté au sein d'un élevage, des opérations d'abattage doivent être menées promptement, suivies de mesures d'indemnisation rapides, avant que la maladie ne s'étende à d'autres élevages, ménages ou marchés. Ces mesures visant les troupeaux affectés sont importantes même lorsqu'ils ont précédemment été vaccinés, car soit la vaccination n'a pas eu d'effet, soit elle a été effectuée il y a plusieurs mois et n'est plus efficace, soit encore le virus a suffisamment muté pour qu'il faille fournir un nouveau vaccin plus approprié.

La communication et la coopération entre pays sont extrêmement utiles pour renforcer la confiance, améliorer la prévention et parvenir à maîtriser progressivement le virus. La constitution de réseaux de laboratoires de diagnostic vétérinaire (comprenant également les laboratoires de recherche) et d'unités nationales d'épidémiologie au sein des services vétérinaires a joué un rôle capital dans la lutte contre les maladies animales transfrontières, en particulier en ce qui concerne la grippe aviaire hautement pathogène. Ces réseaux pourraient également être de nature plus thématique, par exemple, instituts socioéconomiques ou cabinets d'experts spécialisés dans la conservation de la faune et de la flore.

On a pu constater combien le rôle des partenariats avec les ONG, les instituts de recherche, les centres de référence et les entreprises privées (compagnies pharmaceutiques, producteurs d'aliments pour animaux, etc.) est important pour mettre en œuvre des stratégies et des pratiques exemplaires, pour communiquer avec les parties prenantes et pour apporter une aide financière au niveau local.

Épidémiologie de la grippe aviaire

Le virus H5N1 actuel est originaire de Chine du Sud. Détecté pour la première fois sur une oie en 1996, on a constaté qu'il pouvait être fatal à l'être humain lors de l'épidémie de Hong Kong en 1997.

Si des incertitudes subsistent quant à la manière dont il s'est diffusé entre 1997 et 2003, on sait que c'est en 2003 qu'il a atteint plusieurs pays du Sud-Est asiatique. En l'espace de quelques mois, plus de 10 pays ont signalé pour la première fois son apparition parmi leurs élevages; dans certains cas, il a même frappé les humains, causant un certain nombre de décès.

Jusqu'ici, le monde n'avait jamais vu un virus se développer aussi rapidement dans un si grand nombre de pays et de continents, et ce dans laps de temps aussi court. De nombreux virus de grippe aviaire avaient été décelés parmi les oiseaux sauvages, mais, la plupart du temps, leur virulence était très faible, ne s'accroissant que lorsqu'ils transitaient par des volailles sensibles ou lorsqu'ils s'associaient à d'autres virus de la grippe pour produire un virus totalement nouveau. Le cas du H5N1 présente plusieurs caractéristiques uniques:

- De nombreux oiseaux sauvages y sont extrêmement sensibles, la maladie et la mort s'ensuivant généralement.
- La quantité de virus pouvant entraîner une infection (seuil d'infection) est plus faible que pour la plupart des autres virus de grippe aviaire.
- Même si l'on n'a pas encore décelé de réservoir d'infection sauvage, les canards domestiques, particulièrement dans le cas d'élevages en liberté, jouent un rôle essentiel dans le cycle de maintien du virus dans la nature. Cela a été maintes fois démontré en Asie, où l'élevage de canards est associé aux systèmes ouverts de production de riz. Contrairement à ce qui est le cas chez les poules, le H5N1 constitue parfois chez les canards domestiques une infection de type 'iceberg', c'est-à-dire qu'il est présent mais qu'aucun signe clinique ne se manifeste chez l'animal infecté.

Pour que l'infection puisse se transmettre, il est nécessaire qu'il y ait un contact étroit entre un oiseau infecté (ou un environnement contaminé) et l'espèce sensible.

La transmission et la diffusion du H5N1 sont fortement corrélées aux pratiques de commercialisation, à une mauvaise hygiène sur les marchés et au mélange de différentes espèces. La complexité des relations entre les couvoirs, leur répartition (locale et distante), la collecte et la vente d'œufs, la chaîne avicole commerciale et celle de la fourniture en aliments font que le virus de la grippe aviaire hautement pathogène-H5N1 reste très difficile à contenir.

On a démontré qu'il peut infecter plus de 80 espèces d'oiseaux et plusieurs espèces de mammifères, y compris l'être humain.

À cette date, le rôle du cochon dans les infections et le maintien du virus H5N1 semble secondaire par rapport à celui qu'il joue pour les autres virus de la grippe aviaire.

Les chats domestiques et sauvages y sont très sensibles via l'ingestion de carcasses de poulets infectés et représentent eux-mêmes une source d'infection pour d'autres animaux sensibles.

La faune sauvage et la grippe aviaire hautement pathogène

QUEL EST LE RÔLE DES OISEAUX SAUVAGES DANS LE MAINTIEN ET LA DIFFUSION DU VIRUS-H5N1?

On sait que les mouvements de volailles et de produits de basse-cour ainsi que le commerce d'oiseaux sauvages constituent les principales voies de diffusion du virus H5N1 tant au niveau local qu'international et transcontinental. La diffusion du virus par des oiseaux sauvages s'est très probablement produite en Mongolie et en Russie (2005 et 2006), en Europe du nord (hiver 2005/06 et été 2007) et en Turquie (2008), ce qui constitue des exemples de diffusion du virus par des oiseaux sauvages. Depuis cette vaste expansion géographique du virus en 2005 à partir de l'Asie de l'Est jusqu'à l'Afrique et l'Europe, des millions d'oiseaux sauvages ont effectué de multiples migrations intercontinentales à travers des pays infectés jusqu'à leur zone de reproduction, puis de nouveau vers des zones de non-reproduction, traversant ainsi tous les pays du monde. Cependant, à cette date, le H5N1 n'a infecté que 60 des 192 pays de la planète (31%).

C'est en 1996/97 que le virus a été détecté dans plusieurs poules et une oie; depuis, il a été isolé dans plus de 90 espèces appartenant à 14 ordres d'oiseaux sauvages, ce qui semble indiquer qu'il peut effectivement passer d'un volatile domestique à un oiseau sauvage. Réciproquement, on pense que l'introduction du virus d'une espèce sauvage à une espèce domestique peut parfois se produire. Il est vraisemblable que le virus circule actuellement dans les deux sens, particulièrement dans les zones humides que fréquentent les oiseaux sauvages (souvent des rizières), là où pâturent les canards domestiques.

LA FAUNE SAUVAGE EST-ELLE LE RÉSERVOIR DE DU VIRUS-H5N1 ?

À cette date, les résultats des opérations de surveillance à partir de plus de 350 000 échantillons indiquent qu'il n'existe aucune espèce d'oiseau sauvage pouvant être considérée comme un « réservoir » du virus H5N1 (c'est-à-dire un porteur sain capable d'excréter le virus durant des mois, voire des années). Les expériences conduites sur les différentes espèces d'oiseaux sauvages montrent que certains oiseaux contaminés meurent peu de temps après une exposition expérimentale au virus tandis que d'autres peuvent excréter le virus pendant 3 à 7 jours, puis en réchapper et ne plus être contagieux. Ces expériences n'ont cependant pas fourni de réponse quant à savoir si la durée d'excrétion pourrait éventuellement être supérieure ou s'il est possible que des oiseaux guéris puissent excréter le virus à une date ultérieure.

COMBIEN DE CAS DE CONTAMINATION À L'ÊTRE HUMAIN PEUVENT ÊTRE ATTRIBUÉS À DES OISEAUX SAUVAGES? ENCOURT-ON DES RISQUES EN VISITANT DES RÉSERVES D'OISEAUX SAUVAGES OU DES PARCS ORNITHOLOGIQUES?

À cette date, le seul cas d'infection humaine par le virus H5N1 a été signalé en 2006, en Azerbaïdjan (la victime avait plumé un cygne infecté). La plupart des cas d'infection humaine sont le fait de contacts avec des substances contaminées lors d'activités liées à l'élevage de volaille. Les risques d'exposition humaine du fait de visites de zones naturelles ou de parcs urbains demeurent faibles.

LA CHASSE POSE-T-ELLE UN RISQUE D'EXPOSITION OU DE DIFFUSION DU VIRUS -H5N1 AUX HUMAINS OU À D'AUTRES ANIMAUX SAUVAGES ET DOMESTIQUES?

La chasse, la manipulation, le nettoyage et la préparation d'oiseaux sauvages apparemment sains mais infectés posent un risque d'exposition au virus. Les organes internes ou les plumes contaminés auxquels les oiseaux sauvages et domestiques peuvent accéder constituent des mécanismes pouvant les infecter, de même que d'autres animaux, domestiques ou non, et les êtres humains.

LE COMMERCE – LÉGAL ET ILLÉGAL – D'OISEAUX ET D'AUTRES ESPÈCES SAUVAGES À BUT ORNEMENTAL, DE CONSOMMATION OU À FINALITÉ CULTURELLE OU RELIGIEUSE CONTRIBUE-T-IL À LA DIFFUSION DU VIRUS?

On a décelé le virus H5N1 dans de nombreuses espèces sauvages (tigre, léopard, civette d'Owston – une espèce menacée – martre fouine et macaque crabier) ainsi que domestiques (chien, chat, furet et cochon). L'on ne sait que peu de choses sur le rôle de ces animaux en tant que vecteurs de dissémination.

L'utilisation à grande échelle d'oiseaux sauvages pour la consommation, à but ornemental ou à finalité culturelle et religieuse a contribué à la diffusion du virus H5N1. Si l'impact du commerce (légal ou non) d'oiseaux sauvages sur la diffusion du virus est difficile à évaluer, les pratiques religieuses à Hong Kong, le commerce d'oiseaux de fauconnerie et les exportations intercontinentales vers l'Europe constituent autant d'exemples de déplacements géographiques du virus H5N1 dus à des activités commerciales.

Un monde, une santé Gérer le risque associé aux interactions animaux / êtres humains

Pour dépasser le cadre de la seule grippe aviaire hautement pathogène H5N1 et adopter l'approche dite « Un monde, une santé », il convient – du moins en ce qui concerne les organismes de santé internationaux (FAO, OIE, OMS et UNICEF) – d'adopter une démarche intersectorielle et interrégionale pour traiter plus efficacement les risques sanitaires et problèmes de sécurité alimentaire mondiaux, en se polarisant d'abord sur les « points chauds ». Pour parvenir à cette plus grande efficacité, il faudra adopter une approche davantage axée sur les moyens d'existence, en plus de celles plus classiques basées sur la santé humaine et le développement rural, tout s'attachant à créer des systèmes de santé humaine et animale mieux adaptés. La collaboration, la coordination et le renforcement des capacités, et ce dans l'ensemble des domaines sanitaires, permettraient de répondre aux problèmes posés par la circulation des pathogènes entre et au sein de catégories d'hôtes telles que les humains, les animaux destinés à l'alimentation et la faune sauvage, échanges qui risquent de provoquer des flambées de maladies hautement infectieuses s'étendant par delà les frontières, parfois accompagnées de déplacements d'espèces ou de menaces de pandémie.

Il est urgent d'intensifier les efforts dans tous les secteurs et à différents échelons, depuis le terrain jusqu'au niveau mondial et (i) d'améliorer la réponse apportée aux situations d'urgence, notamment les capacités de détection rapide et de réaction, (ii) d'élargir l'horizon de nos connaissances des maladies grâce aux prévisions et aux prospectives et enfin, (iii) de traiter les causes premières de la multiplication des problèmes sanitaires en analysant les principaux facteurs de risques sous-jacents et en y répondant de manière adéquate. Les chocs que subissent les systèmes de santé humaine et animale sont, semble-t-il, associés à un ensemble de facteurs mondiaux les accentuant à l'heure de la mondialisation. Les facteurs démographiques, la pression foncière, l'empiètement sur les écosystèmes naturels, le changement climatique et les modifications de régime affectant les cours d'eau au niveau mondial continueront de perturber l'équilibre actuel pourtant déjà fragile entre les pathogènes, leurs hôtes et l'environnement.

Le fait de se polariser sur les « points chauds » permet de mettre l'accent sur des scénarios géographiquement déterminés et de définir une réponse intersectorielle harmonisée qui ne s'appuie pas seulement sur des programmes ciblant certaines maladies. C'est en établissant des liens entre, d'une part, les causes d'une maladie et de l'autre, la dynamique agroécologique et les réalités socioéconomiques propres au pays en développement que l'on pourra apprécier plus directement l'origine et la genèse des problèmes sanitaires émergents d'envergure mondiale. Cette approche permettrait de souligner que les fortes pressions exercées sur les points chauds pourraient avoir un effet disproportionné sur les populations pauvres, même si l'on sait qu'en ce qui concerne les maladies hautement contagieuses, l'ensemble des êtres humains et des systèmes de production animale est exposé aux risques. Pour résoudre ce problème, il conviendra d'aller au-delà des simples considérations sanitaires et techniques; les programmes sanitaires devraient ainsi également s'efforcer de déceler les problèmes connexes de développement. Certaines maladies négligées pourraient ainsi être intégrées à ces programmes sanitaires intersectoriels innovants, car toute approche « à la source » permet de voir au-delà des préoccupations sanitaires immédiates exprimées par les principaux concernés, c'est-à-dire par les personnes résidant au sein des points chauds. Outre les maladies hautement contagieuses et celles transmises par vecteur, virus et autres agents, qui suscitent de si fortes inquiétudes dans le monde, les programmes pourraient ainsi également cibler les maladies d'origine hydrique et alimentaire, la tuberculose et d'autres affections négligées.

Vaccination contre la grippe aviaire

EXISTE-T-IL UN VACCIN EFFICACE?

Le vaccin contre la grippe aviaire agit en augmentant la résistance de l'hôte à la maladie sous l'effet d'une forte réponse immunitaire qui le protège contre le virus. Les études expérimentales et de terrain ont montré que, bien utilisé, le vaccin protège contre les symptômes cliniques et la mort, réduit l'excrétion du virus sur le terrain lorsque l'infection gagne des volailles vaccinées et prévient la transmission par contact du virus sur le terrain. Comme la plupart des vaccins utilisés en santé humaine et animale, il ne peut toutefois, prévenir à 100% l'infection de la grippe aviaire et l'excrétion du virus par les oiseaux infectés.

Pour être efficace, le vaccin doit être de bonne qualité et administré de manière appropriée: l'inoculation au bon âge, les vaccins de qualité contrôlée, le maintien de la chaîne du froid... La grande majorité des vaccins utilisés sont des produits classiques inactivés. La souche vaccinale doit être du même sous-type H que les virus présents sur le terrain, à savoir H5 contre le virus H5N1. Puisque les virus de la grippe aviaire ont des taux de mutation élevés, les virus sur le terrain peuvent évoluer. Dans ce cas, le vaccin ne correspondra plus à aucun virus en circulation et il faudra isoler une nouvelle souche vaccinale.

Les vaccins contre la grippe aviaire visent surtout les poulets, mais ils sont aussi utilisés pour d'autres volatiles, des volailles domestiques (dindes, canards, cailles) et des espèces exotiques sauvages menacées. En outre, la dernière génération de vaccins fait appel à des vecteurs recombinants (comme le virus de la diphtérie aviaire) qui permettent une vaccination précoce (à l'écloserie) ou aux rétrovirus.

L'UTILISATION DE VACCIN A-T-ELLE RÉUSSI À ENRAYER LA MALADIE?

Bien utilisée, la vaccination a réussi à enrayer la maladie dans plusieurs pays, en particulier en Italie, aux États-Unis, au Mexique, à Hong Kong ou au Viet Nam. Dans ces cas-là, la vaccination a empêché les abattages massifs. Des mesures d'accompagnement doivent toutefois être mises en œuvre, telles que le renforcement de la biosécurité, la surveillance, les systèmes d'alerte rapide, l'abattage des troupeaux infectés, le contrôle des mouvements, le suivi de la circulation du virus et la communication.

POURQUOI LA VACCINATION N'EST-ELLE PAS UTILE DANS TOUS LES PAYS?

La vaccination n'est nécessaire que lorsque les autres méthodes, telles que l'abattage et le contrôle des mouvements, ne peuvent être mises en œuvre ou quand le nombre de foyers est si important qu'il oblige à détruire un pourcentage très élevé de la population de volailles. Mais la vaccination ne peut être mise en œuvre avec succès sans mettre en place les mesures d'accompagnement décrites ci-dessus. C'est malheureusement ce qui se passe dans de nombreux pays, en particulier lorsque le système qui prédomine est celui des basses-cours familiales et villageoises.

SERAIT-IL RÉALISTE D'ENVISAGER L'ADMINISTRATION D'UN VACCIN EFFICACE À TOUTES LES POPULATIONS DE VOLAILLES À RISQUE?

Un vaccin qui pourrait raisonnablement être administré à toutes les volailles à risque supposerait un mode de vaccination plus pratique, comme la vaccination des volailles d'un jour dans les écloseries ou un vaccin administré par voie muqueuse (dans l'eau de boisson et les aliments) ou par voie conjonctive (sous forme de pulvérisation) au lieu d'une injection. Parmi les nouvelles technologies vaccinatoires, les vaccins recombinants sont les plus prometteurs. Le vaccin recombinant obtenu à partir du génome du virus de la diphtérie aviaire, déjà largement utilisé au Mexique et au Viet Nam, permet de vacciner

à l'écloserie, ce qui évite de nombreux problèmes logistiques et consent l'utilisation d'injecteurs semi-automatiques sur les poussins d'un jour (jusqu'à 3 000 volatiles par heure). De nouveaux vaccins sont en cours d'élaboration à partir du virus recombinant de la maladie de Newcastle. Ils peuvent être administrés par voie muqueuse et, tout en protégeant contre la maladie de Newcastle et la grippe aviaire, être administrés massivement par pulvérisation ou dans l'eau de boisson. Ce vaccin devrait être commercialisé sous peu.

L'administration du vaccin à toutes les volailles exposées dans un pays contaminé ou à risque suppose aussi que toutes les conditions pratiques, les mesures d'accompagnement et un engagement politique et des investissements adéquats soient réunis, ce qui n'est pas souvent le cas.

LES SYSTÈMES DE SURVEILLANCE SONT-ILS PLUS INDISPENSABLES EN PRÉSENCE DE PROGRAMME DE VACCINATION?

La vaccination n'exclut pas un certain degré d'infections subcliniques dans la population des volailles traitées. Le suivi de la circulation du virus parmi les populations vaccinées est donc l'une des mesures indispensables à appliquer. L'isolement des souches virales dans les zones de vaccination est également nécessaire puisque le virus sur le terrain peut subir des mutations susceptibles de rendre le vaccin inopérant en présence d'un nouveau virus.

Pour surveiller la circulation du virus dans les zones de vaccination ou parmi de troupeaux, il existe plusieurs méthodes, telles que les oiseaux sentinelles et les techniques du programme DIVA. La surveillance par les enquêtes dans les marchés où sont vendus des oiseaux vivants est aussi une méthode très efficace de surveillance de la circulation du virus.

COMBIEN COÛTE L'ADMINISTRATION D'UNE DOSE DE VACCIN À UN OISEAU?

Le coût de l'administration d'une dose de vaccin à un oiseau dépend du système de production où l'oiseau est trouvé et de l'échelle des campagnes de vaccination en cours. Par exemple, dans les campagnes massives de vaccination au Viet Nam, où 350 millions d'oiseaux environ était visés dans la phase initiale du programme, les coûts de la vaccination d'un spécimen oscillaient entre 5,5 et 5 centimes de dollar. Dans le cadre de programmes plus restreints, comme en Indonésie et en Côte d'Ivoire, les coûts de vaccination d'un volatile étaient plus élevés, entre 8 et 15 centimes de dollars et 13 et 14 centimes de dollar respectivement. Dans tous les pays l'estimation de coût la plus élevée était associée à la vaccination pratiquée dans les systèmes d'élevage en basse-cour.

COMMENT MESURER L'EFFICACITÉ-COÛT D'UNE CAMPAGNE DE VACCINATION?

Le calcul de l'efficacité-coût exige un ensemble de connaissances et de compétences épidémiologiques et économiques. L'épidémiologie permet de définir une population de volailles à risque d'infection par le virus de la grippe aviaire hautement pathogène. Pour cette population, le risque peut être lié à l'endroit où elle se trouve et l'on parle alors de risque géographique. Il peut aussi être associé à une certaine période de l'année et désigné comme risque saisonnier. Il peut arriver qu'une population soit à haut risque, tant géographique que saisonnier. Une fois que les populations de volaille à risque ont été identifiées, il faut convertir le risque en nombre de volatiles/jour à risque. Le coût total du programme de vaccination peut être divisé par un nombre d'oiseaux à risque pour avoir une idée du rapport efficacité/coût de la campagne. Cela donnera un coût par volatile/jour à risque plutôt qu'un coût par oiseau vacciné. Cette mesure peut être définie pour encourager à concentrer l'effort sur les volatiles les plus à risque au lieu de vacciner sans discrimination.

Les coûts liés aux foyers d'infestation et les avantages de la lutte

Les foyers de grippe aviaire hautement pathogène et les mesures de lutte ont des incidences sur l'économie des ménages et sur celle des pays. Dans certains cas, ces impacts sont évidents et directs tandis qu'ils sont parfois moins visibles mais lourds de conséquences.

La prise en charge des coûts a été partagée entre des fonds internationaux et nationaux, des entreprises privées et des particuliers. La volonté d'éviter le risque d'une pandémie a fortement motivé et justifié l'octroi de financements publics importants, d'origine internationale et nationale. Quelques aspects de la lutte assurent un avantage au secteur privé, comme la vaccination préventive, et justifient des investissements mixtes ou privés.

Les coûts directs occasionnés par les foyers de grippe aviaire hautement pathogène sont dus à la mortalité des volatiles et à la perte de production qui en résulte ainsi qu'aux coûts liés à l'abattage, aux programmes d'indemnisation, aux mesures de confinement et à la vaccination.

Dans un nombre croissant de pays, les indemnisations sont versées aux agriculteurs lorsque les volatiles sont abattus dans le cadre d'une opération d'abattage systématique, bien qu'elles soient rarement suffisantes pour couvrir la totalité du manque à gagner des producteurs. Les plans d'indemnisation ont surtout pour but d'encourager la notification des cas d'infestation en donnant l'assurance aux propriétaires de volailles que le gouvernement prendra à sa charge une partie des pertes. Les taux d'indemnisation sont le plus souvent estimés sur la base d'un pourcentage de la valeur commerciale des volailles et peuvent aller d'une compensation minimale de 30 pour cent à une fourchette plus réaliste de 70 à 100 pour cent. Hormis pour les producteurs qui tirent leurs revenus de l'élevage des volailles, aucune indemnisation n'est appliquée après l'abattage.

Dans les élevages commerciaux, les coûts de la vaccination sont essentiellement supportés par les agriculteurs, tandis qu'ils peuvent être largement subventionnés lorsque la vaccination est pratiquée dans les élevages de basse-cour. Les estimations faites en 2007 situaient le coût d'une dose de vaccin pour un poulet dans trois pays et trois systèmes de production distincts entre 4 et 15 USD. Sur ce total, le coût du vaccin, de l'opérateur et du maintien de la chaîne du froid représentait entre 63 pour cent et 90 pour cent. Les éleveurs commerciaux prennent souvent ces coûts en charge. Le reste des coûts est imputable au suivi post vaccinatoire, à la communication et au personnel gouvernemental s'occupant de la coordination et de la réglementation.

Les gouvernements supportent les coûts directs de gestion et de coordination des opérations d'abattage systématique, de déploiement de personnel et d'équipement et de suivi des enquêtes sur les foyers. En outre, ils payent ou subventionnent les coûts de surveillance.

Les coûts indirects peuvent dépasser de plusieurs fois les coûts directs et sont habituellement sous-estimés. Ils comprennent les chocs liés au marché, les impacts sur les moyens d'existence autres que la perte des oiseaux proprement dite et les coûts d'opportunité.

Les effets des crises du marché vont bien au-delà d'un foyer, car les inquiétudes des consommateurs sur les risques potentiels liés à la consommation de produits avicoles entraînent une diminution de la demande et une baisse des prix. Depuis 2004, les crises des marchés dues au virus ont causé des

fluctuations des marchés et modifié les schémas internationaux du commerce d'oiseaux vivants et de produits avicoles. Les chocs des marchés des volailles peuvent aussi avoir changé les schémas de circulation et la demande concernant d'autres animaux, selon des modalités qui ont perturbé leurs marchés et propagé la maladie. Les impacts sont différents selon les systèmes de production, les divers points de la filière commerciale et l'étalement dans le temps. Le choc initial est principalement occasionné par les craintes des consommateurs et s'est traduit, dans certains cas, par la cessation temporaire de toute consommation de produits avicoles de la part de 70 pour cent de la population ou davantage, tandis qu'ailleurs l'impact sur la demande a été pratiquement nul. Si des foyers se produisent par vagues successives sur une longue période, mais sont dans l'ensemble maîtrisés, comme en Thaïlande ou au Viet Nam, l'effet de choc diminue au fur et à mesure des résurgences.

En général, les femmes ont été plus durement touchées par les impacts sur les moyens d'existence, tandis que la perte de leurs modestes troupeaux s'est traduite par des privations pour leur ménage. La contribution des volailles aux revenus des ménages pauvres varie d'environ 3 pour cent à plus de 40 pour cent selon l'endroit et la saison. Les volailles sont un actif à caractère souple fournissant un retour d'investissement élevé, soit approximativement 700 pour cent pour une poule de basse-cour. Leur perte entraîne des sacrifices du point de vue de la nutrition du ménage, de l'éducation des enfants, des dots, des obligations sociales et un niveau de vie réduit au sein de la communauté ainsi que des impacts plus durables en cas de réticence à reconstituer le troupeau. L'amenuisement de la population de volailles causé par la mortalité, l'abattage ou la diminution progressive du nombre de reproducteurs peut aussi entraîner une offre réduite de protéines bon marché pour les consommateurs urbains.

Nous sommes en droit de supposer l'existence de coûts d'opportunité en considérant que la lutte contre d'autres maladies a pu être reléguée au second plan et que les éleveurs ont pu privilégier des espèces moins productives. À long terme, si des investissements sont réalisés pour améliorer la capacité des systèmes de santé animale, l'équilibre pourra être restauré.

Les avantages du contrôle du virus H5N1 peuvent être examinés à trois échelles. Mondialement, la prévention d'une pandémie humaine pourrait prévenir la perte de milliards, voire de billions de dollars et d'énormes souffrances. Dans le secteur mondial de l'aviculture, l'élimination d'un élément susceptible de déstabiliser les marchés internationaux pour que la production et la valeur commerciale puissent continuer, pour le moment, à augmenter sera un avantage – globalement, le secteur a déjà récupéré après la chute enregistrée en 2004-2005. Pour les pays exportateurs, la maîtrise de la grippe aviaire hautement pathogène offre la possibilité de récupérer les marchés perdus, même si la concurrence est forte, et de garantir un approvisionnement stable sur des marchés intérieurs urbains en expansion. Pour les producteurs, quelle que soit leur taille, la protection des avoirs constitue le principal avantage.

Aucune estimation des coûts ou des avantages globaux de la lutte contre le virus n'a été faite. Toutefois, un ensemble croissant d'informations et d'outils est disponible pour la réalisation d'estimations partielles. La priorité consiste maintenant à aider les pays à trouver le point d'équilibre dans l'utilisation de leurs ressources limitées, en recourant à l'analyse socioéconomique pour souligner les options permettant d'optimiser les avantages liés à la réduction des risques de maladie sans appliquer des mesures de lutte inutilement sévères. Cela nécessite une compréhension approfondie de la dynamique du secteur avicole et des moyens d'existence qui en dépendent.

Importance du secteur de la volaille

De tous les secteurs de l'élevage, celui de la volaille est probablement le plus souple et celui qui bénéficie de la croissance la plus rapide. Au cours de ces dix dernières années environ, il s'est élargi, renforcé et mondialisé, entraîné principalement par une très forte demande. Il est toutefois confronté à des défis majeurs et multiples du fait de la plus grande rareté et cherté des ressources naturelles et des préoccupations du grand public quant aux questions de santé. Les acteurs qui souhaitent continuer de participer à ce marché dynamique devront donc faire preuve d'un esprit d'entreprise et d'une souplesse accrue.

Au cours des 15 dernières années, la demande en produits avicoles n'a cessé de croître dans tous les pays du monde, quel que soit leur niveau de revenus, à la seule exception d'un léger recul de la consommation d'œufs dans les pays les plus riches où l'effet de la croissance des revenus pourrait avoir atteint un pic et où les changements de goût des consommateurs peuvent davantage influencer sur la demande.

La production de volaille constitue la façon la plus efficace de produire de la viande dans un système intensif. En effet, de toutes les espèces domestiques courantes, les oiseaux de basse-cour offrent le plus faible ratio de conversion des aliments. Cela est particulièrement intéressant dans le contexte actuel de crise alimentaire et de flambée du prix des céréales.

De plus, la volaille constitue une importante source d'alimentation et de revenus pour la majorité des familles rurales. Plus d'un milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour. Sept cent millions de pauvres dépendent entièrement ou en partie de la production animale pour leur subsistance, la volaille faisant souvent partie de l'équation. Par exemple, 65% des familles rurales du Viet Nam et jusqu'à 90% de celles d'Égypte ou du Cambodge en élèvent dans leur arrière-cour.

En effet, l'élevage constitue l'un des rares marchés à croissance rapide auquel la population rurale pauvre peut accéder sans disposer de surfaces agricoles et de capitaux importants ni d'une formation poussée. La production domestique de volaille à petite échelle permet aux pauvres de se procurer des revenus sur des terrains communaux ou à partir de simples déchets ménagers.

En dépit de cette croissance rapide, le secteur demeure très diversifié en termes structurels. Il existe, et il continuera d'exister, des systèmes d'élevage de volaille traditionnels, ruraux, familiaux et à petite échelle, qui joueront un rôle essentiel pour soutenir les moyens d'existence, notamment ceux des paysannes. Tant que durera la pauvreté au sein du monde rural, la volaille offrira des opportunités d'activités rémunératrices et contribuera à une alimentation humaine de qualité.

Si la grippe aviaire hautement pathogène a été un choc majeur pour le secteur, elle ne constitue certainement pas la seule pression externe à laquelle il est confronté. De nombreux autres facteurs influent sur le secteur de l'élevage, y compris celui de la volaille: pollution de l'environnement, pénurie d'eau, augmentation du prix des aliments et (du moins au sein de l'UE) normes plus strictes relativement au bien-être animal. Quoiqu'il en soit, les efforts visant à contenir le virus et à réduire son impact ont accéléré le fractionnement et la différenciation des divers systèmes de production et chaînes de valeur. Ainsi, ces problèmes peuvent-ils ensuite être résolus de manière plus circonstanciée au sein de chacun de ces systèmes.

Restructuration à long terme du secteur avicole

Qu'est-ce que la restructuration du secteur avicole? En termes simples, cela revient à régler ou plus généralement à exercer un contrôle sur les modalités et les lieux de production, de vente et de commercialisation. Déplacer un marché où sont vendus des volatiles vivants, fermer des centres d'abattage dans une région, interdire la production de volailles dans une ville sont autant d'activités de restructuration. Il en est de même de l'introduction d'un « compartiment » une population d'oiseaux dans un plan de biosécurité commun et rigoureusement encadré, comme dans la filière commerciale verticale d'une entreprise mondiale.

La restructuration se trouve aujourd'hui au centre de l'attention car elle est vue comme un moyen d'améliorer la biosécurité du secteur avicole. Des activités de restructuration bien conçues et bien exécutées peuvent certainement être utiles pour produire des volailles plus sûres du point de vue sanitaire. Toutefois, la restructuration restreint généralement les rangs de ceux qui peuvent participer à la production, au commerce et à la transformation des volailles et produits dérivés. Dans certaines circonstances, il peut s'instaurer une concurrence et des inégalités qui compromettent les moyens d'existence des plus vulnérables. C'est aussi un secteur où la réglementation peut s'avérer difficile.

Plusieurs activités de restructuration introduites ou planifiées depuis 2003 ont eu les résultats suivants:

- Une vaste proportion des petits producteurs d'une zone ont perdu leur marché et ont abandonné l'aviculture. Ceux qui ont pu se conformer aux nouvelles réglementations et sont restés en activité ont généralement amélioré leurs marges.
- Après une interdiction très brusque de la production, un certain nombre de familles pauvres ont enduré des pertes de revenu et la dynamique au sein des ménages s'est modifiée quand les femmes ont dû renoncer à leurs sources de revenu indépendantes. L'interdiction n'a fonctionné qu'un temps et de nombreux éleveurs ont partiellement reconstitué leur troupeau.
- Un marché, qui a été amélioré pour des raisons d'hygiène après une longue consultation avec les parties prenantes, affiche aujourd'hui un retour d'investissement satisfaisant pour la municipalité qui le gère.
- L'évaluation d'un plan de restructuration a suggéré que la situation foncière causerait des problèmes non négligeables. Mis à part le fait qu'elle générerait la mise en œuvre, elle aurait aussi des conséquences du point de vue de la parité hommes-femmes, puisque les femmes ont peu de chances d'accéder à la propriété de la terre.

Lorsque la restructuration est considérée comme partie intégrante d'un plan visant à réduire le risque de maladies humaines et animales dans le secteur avicole, nous recommandons d'apporter le même soin à sa planification et à son exécution qu'à toute autre activité de développement.

- Une évaluation attentive et anticipée des risques pour comprendre où réaliser les plus gros progrès en matière de biosécurité avec un effort minimum.
- Une évaluation de l'impact environnemental et social potentiel de toute proposition de restructuration.
- Un processus consultatif.
- Des étapes progressives pour maximiser l'attrait et minimiser la perte des moyens d'existence.
- Des investissements publics dans les infrastructures de base, la formation et le suivi de la qualité.
- Le suivi de l'impact une fois que le plan devient opérationnel.

Communication

Depuis la mi-2006, l'équipe de la FAO chargée de la communication a plaidé avec succès auprès de ses partenaires (en particulier l'UNICEF, l'OMS, l'OIE, l'UNSC) et des gouvernements nationaux l'idée que pour enrayer la propagation du virus de la grippe aviaire hautement pathogène, il faut consacrer davantage d'attention et d'investissements (techniques, financiers et humains) dans le domaine de la communication en matière de santé animale. L'un des principaux enseignements qui émergent est la nécessité d'une réflexion plus approfondie, de liens plus étroits avec les experts techniques et scientifiques, d'un renforcement de la recherche et de l'analyse multidisciplinaires en vue de stratégies plus cohérentes et d'une planification de la communication.

Des études socioéconomiques et anthropologiques dirigées par la FAO ont été menées dans plusieurs pays et des discussions interinstitutions entre communicateurs et partenaires techniques ont eu lieu, notamment la table ronde FAO/OIE sur la communication (avril 2007, Rome), la réunion technique interinstitutions sur la grippe aviaire et pandémique (juin 2007, Rome) et la Conférence ministérielle internationale sur la grippe aviaire/humaine (décembre 2007, New Delhi). Ils ont souligné que la lutte contre le virus nécessite une attention spécifique pour les questions de communication relatives à la santé animale. Cette reconnaissance est clairement reflétée par l'accroissement considérable des demandes d'assistance technique et d'avis sur la communication concernant la grippe aviaire hautement pathogène, reçues par la FAO récemment de la part des gouvernements nationaux et d'autres partenaires participant à la coordination et à l'exécution des campagnes de communication relatives à la prévention/lutte contre le virus.

La recherche en matière de communication dans un certain nombre de pays touchés montre clairement que si les interventions ont généralement permis d'instaurer un niveau relativement satisfaisant de sensibilisation du public sur la grippe aviaire, elles n'ont pas débouché sur la réduction des comportements et de pratiques à risque parmi les populations vulnérables. En outre, la perception du risque en ce qui concerne la grippe aviaire et pandémique est généralement faible dans le public et, avec le temps, elle a même tendance à baisser chez les responsables nationaux. Des travaux récents permettent de comprendre de manière beaucoup plus approfondie et nuancée les facteurs de réticence ou de motivation des principaux publics, notamment des possesseurs et producteurs de volailles, négociants, transporteurs et autres intermédiaires de la filière de production et commercialisation, pour faciliter l'adoption de mesures préventives de biosécurité et rallier une plus large participation aux opérations de lutte lors de l'apparition de foyers. Des enseignements importants qui émergent dans le secteur privé concernant les élevages industriels permettent de mieux comprendre les chocs du marché des volailles et les moyens pour les atténuer.

Pour répondre aux nouvelles demandes d'avis en matière de stratégies et de politiques et d'assistance technique en communication sur la santé animale, vers la mi-2007, le Centre FAO/ECTAD a annoncé la création d'une nouvelle unité chargée de la communication au sein de l'ECTAD, basée à son Siège à Rome. Un soutien a été sollicité auprès de quelques donateurs pour établir, au sein de la FAO, une masse critique de spécialistes en communication sur les questions liées au virus afin de mener des travaux multidisciplinaires destinés à renforcer les stratégies et à fournir une assistance directe aux ministères chargés de l'agriculture et de l'élevage pour leur permettre de renforcer rapidement leurs capacités et leurs compétences afin de combattre efficacement la grippe aviaire hautement pathogène.

La FAO reconnaît le rôle crucial joué par les médias dans la définition d'un programme de développement et de politiques aux niveaux mondial et national. En plus de son action d'information des médias par des communiqués de presse réguliers et de son site dédié à la grippe aviaire, la FAO innove grâce à son programme pilote de bourses destinées aux médias, centré sur les questions de santé animale et sur l'écoute des communautés au Viet Nam, en Indonésie, en Égypte et au Nigéria.

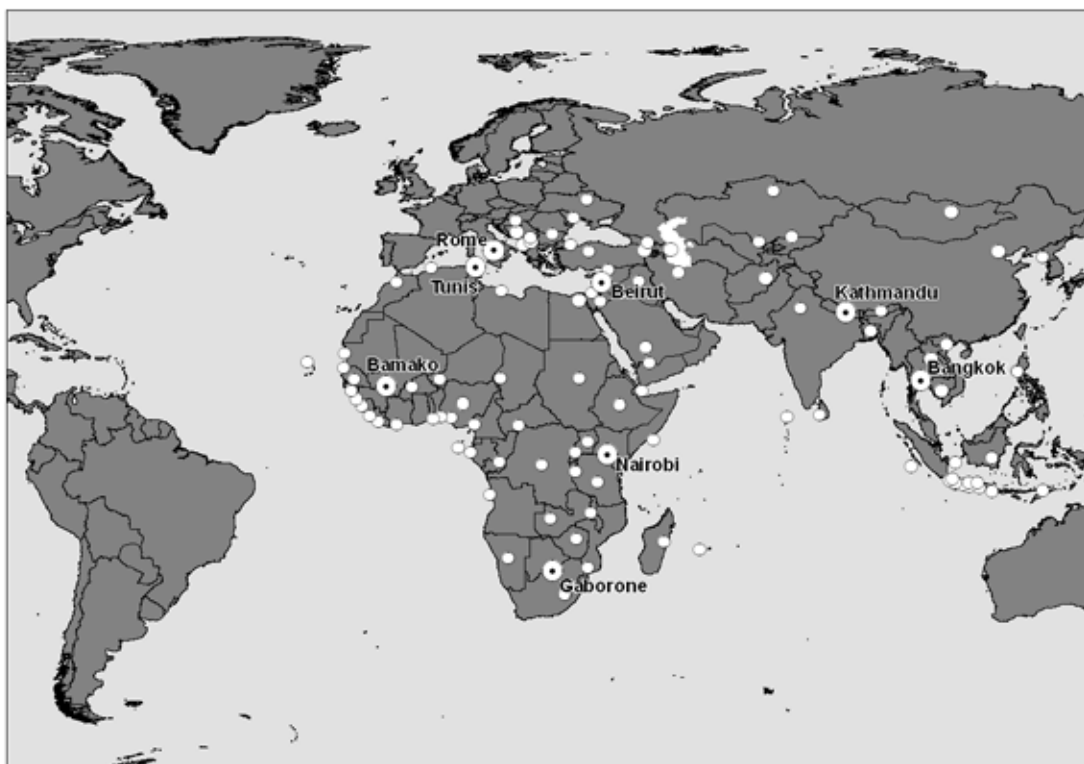
Les activités de la FAO contre la grippe aviaire hautement pathogène

Au 25 avril 2008, la FAO avait mobilisé des contributions pour un total de 195,37 millions d'USD à l'appui de son Programme mondial de maîtrise et d'éradication de la grippe aviaire hautement pathogène. Les activités sont mises en œuvres par l'intermédiaire du Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontalières (ECTAD), créé en décembre 2004.

Vingt pays (Allemagne, Arabie saoudite, Australie, Belgique, Canada, Chine, Espagne, États-unis d'Amérique, France, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Jordanie, Nouvelle Zélande, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse) et neuf organisations internationales et régionales (la Banque asiatique de développement, la Banque mondiale, le Fonds humanitaire commun pour le Soudan, la Commission européenne, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole-OPEP, le Bureau de coordination de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, le Fonds fiduciaire multidonateurs administré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le PNUD et le Groupe des Nations Unies pour le développement-Secrétariat GNUM/EXECCOM) ont généreusement versé des fonds à la FAO pour contribuer à l'effort de maîtrise et d'éradication du virus H5N1. L'investissement initial réalisé par la FAO dans le cadre du Programme de coopération technique (PCT) a également joué un rôle catalyseur.

Neuf pays et une organisation intergouvernementale (Suède, Royaume-Uni, Norvège, France, Suisse, Arabie saoudite, Grèce, Jordanie, Chine, OPEP) ont fait passer des contributions pour un total de 40,81 millions d'USD par le Fonds spécial pour les activités d'urgence et de réhabilitation (SFERA). La mise en commun des fonds à travers le SFERA a permis l'adoption d'une approche-programme tout en conférant une plus grande souplesse aux interventions de la FAO. Depuis le début des opérations, la FAO a été active dans plus de 90 pays et a pu dépenser et engager plus de 60 pour cent des contributions versées.

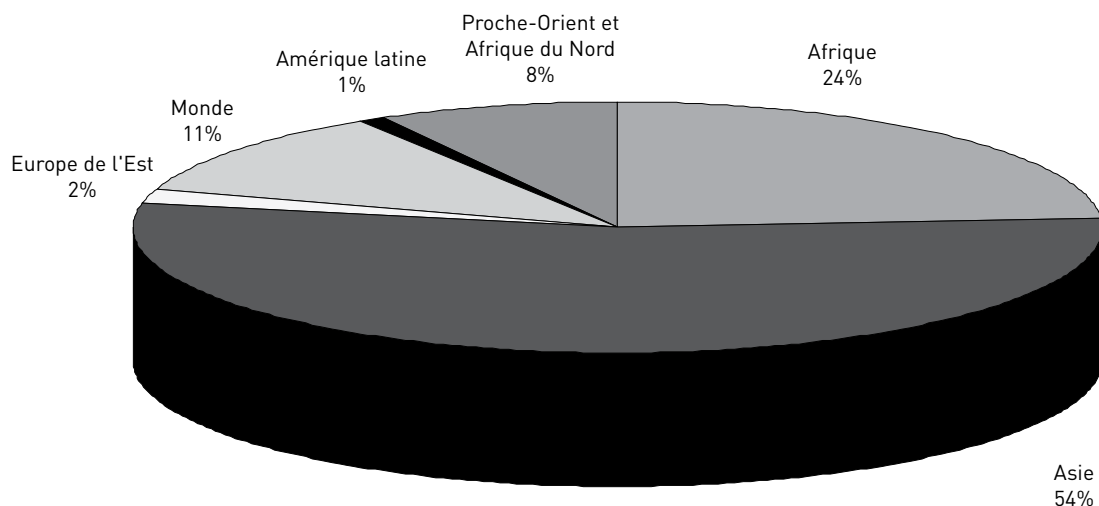
PAYS OÙ LA FAO POSSÈDE DES ÉQUIPES ET PRINCIPALES ACTIVITÉS EN COURS



Les activités sont mises en oeuvre par des équipes techniques et opérationnelles basées dans les Représentations de la FAO, dans des bureaux gouvernementaux et des unités dédiées de l'ECTAD dans neuf pays (Bangladesh, Chine, Cambodge, Égypte, Indonésie, RDP lao, Nigéria, Timor-Leste et Viet Nam). Des équipes nationales sont également présentes dans 22 autres pays. En coopération étroite avec ses partenaires, la FAO a établi une unité régionale de l'ECTAD pour l'Asie (Bangkok), six unités sous-régionales de l'ECTAD pour l'Asie du Sud (Katmandou), le Proche-Orient (Beyrouth), l'Afrique du Nord (Tunis), l'Afrique occidentale et centrale (Bamako), l'Afrique australe (Gaborone) et l'Afrique orientale (Nairobi).

Le programme emploie actuellement plus de 400 personnes dans le monde entier, dont 270 fonctionnaires du cadre organique (56 pour cent recrutés au plan national et 44 pour cent de fonctionnaires internationaux). Quatre-vingt pour cent des personnes qui travaillent pour l'ECTAD sont basées sur le terrain et 65 pour cent sont recrutées au plan national.

Lors des premières interventions de l'ECTAD contre la grippe aviaire hautement pathogène, une part importante des fonds et des efforts servait à mobiliser, dans les principaux pays et particulièrement en Asie, les compétences vétérinaires et opérationnelles nécessaires pour réagir à la crise mondiale. Sur la totalité des fonds, plus de la moitié (54 pour cent) soutiennent les activités menées dans la région Asie. L'Afrique est à son tour au centre de l'attention depuis que le virus s'est propagé dans ce continent début 2006 et près d'un quart des fonds disponibles (24 pour cent) sont aujourd'hui utilisés pour soutenir cette région. Plusieurs pays du Proche-Orient, d'Afrique du Nord et d'Europe de l'Est, qui avaient été touchés, ont bénéficié du soutien de la FAO. Environ 10 pour cent des fonds reçus sont alloués à des activités thématiques et transversales telles que la communication, la faune et la flore, les réseaux GLEWS, OFFLU et entre laboratoires nationaux, les analyses sur les aspects socioéconomiques, la production avicole et la biodiversité.

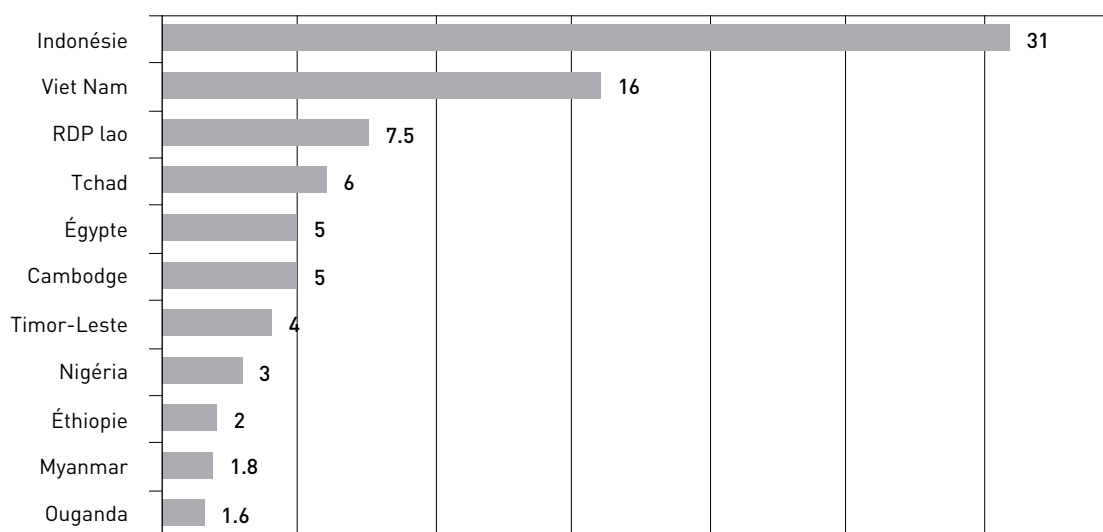


L'ECTAD a canalisé des fonds d'urgence pour aider à remettre en état des laboratoires, à fournir du matériel de laboratoire et des fournitures vétérinaires et à former des vétérinaires et des laborantins nationaux aux stratégies et techniques les plus avancées dans le domaine de la surveillance et du contrôle du virus. L'ECTAD a également soutenu des initiatives régionales de constitution de réseaux afin d'encourager les pays et organisations à partager des informations et des expériences pour former un front unique contre la grippe aviaire hautement pathogène. Depuis que le virus est capable de se propager rapidement d'un pays à l'autre, la coopération internationale est capitale pour stopper la maladie.

Une fois l'équipement et les fournitures en place, les trois dernières années ont été davantage consacrées à l'élaboration d'approches plus ciblées pour combattre le virus dans les pays où la grippe aviaire est devenue endémique, habituellement à cause d'une combinaison particulière de facteurs économiques et sociaux, ou pourrait aisément le devenir. Des études socioéconomiques ont été entreprises en Égypte et en Indonésie, par exemple, pour essayer de cerner ces facteurs. Et une unité chargée de la faune et de la flore au sein de la Division de la santé animale de la FAO enquête sur le rôle des oiseaux migrateurs sauvages dans la diffusion du virus dans les populations de volailles domestiques.

Les dix pays bénéficiant de l'investissement financier le plus élevé de la part de la FAO sont l'Indonésie, le Viet Nam, la RDP lao, le Tchad, le Cambodge, l'Égypte, le Timor-Leste, le Nigéria, l'Éthiopie, le Myanmar et l'Ouganda.

DIX PRINCIPAUX PAYS BÉNÉFICIAIRES (MILLIONS D'USD)



La coordination internationale

Depuis que la grippe aviaire hautement pathogène a été signalée pour la première fois au Viet Nam en décembre 2003, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont assumé un rôle de direction, offrant leur soutien technique et politique au niveau international afin de contribuer à la maîtriser. Cet effort conjoint a permis d'établir une plate-forme au sein de laquelle les secteurs de la santé animale et de la santé publique recherchent ensemble des solutions communes pour contrer la menace de la grippe aviaire.

La FAO et l'OIE coordonnent la réponse internationale face à la propagation du virus aux animaux. Ces deux organisations ont donné des conseils techniques et politiques éclairés en vue d'harmoniser les programmes nationaux, régionaux et mondiaux, contribuant ainsi à accroître l'efficacité des mesures de prévention et des programmes de lutte contre cette maladie dans le secteur de la volaille.

En consultation avec l'OMS, elles ont élaboré *La stratégie mondiale pour la prévention et le contrôle de la grippe aviaire hautement pathogène H5N1*, régulièrement mise à jour en fonction de l'évolution de la situation de la maladie. Par la suite, la FAO a formulé une Proposition de programme mondial présentant l'approche qu'elle recommande pour maîtriser l'actuelle progression panzootique du virus, sur une période prévue de trois ans (2006-2008).

Les objectifs du Programme mondial sont les suivants : coordonner et gérer, en collaboration avec l'OIE, les efforts internationaux visant à aider les pays à maîtriser puis à éradiquer totalement la grippe aviaire des secteurs de la volaille et préparer ceux non encore infectés à détecter toute incursion de la maladie et à y répondre rapidement. Appliquée à l'échelon mondial, cette stratégie cherche également à renforcer les synergies nationales et à traiter les besoins nationaux spécifiques.

Afin d'assurer la bonne coordination et l'efficacité de la réponse mondiale apportée à la grippe aviaire hautement pathogène, la FAO a établi le Centre d'urgence pour la lutte contre les maladies animales transfrontières (ECTAD) qui permet aux pays qui le souhaitent d'obtenir immédiatement une assistance technique et opérationnelle pour contrer le virus. En outre, des actions conjointes ont été entreprises avec l'OIE pour préparer des documents techniques sur le contrôle et la surveillance du virus, organiser des conférences internationales et établir des centres régionaux de santé animale dans plusieurs parties du monde ainsi qu'un Centre de gestion des crises - Santé animale au Siège de la FAO. Ce dernier vise à répondre rapidement à toute demande d'assistance technique et opérationnelle des pays sur les maladies animales transfrontières en général et la grippe aviaire en particulier.

La FAO, d'autres organismes des Nations Unies et l'OIE œuvrent sous l'égide du Bureau de coordination pour la grippe aviaire du Système des Nations Unies (UNSIC). La FAO a contribué à l'élaboration du Plan d'action consolidé de l'UNSIC, expression des efforts conjugués des organismes des Nations Unies et de l'OIE dans la lutte mondiale contre la pandémie de grippe aviaire et humaine.

La FAO et l'OIE collaborent également avec d'autres organisations internationales et régionales, telles que l'ANASE et l'ASACR en Asie ou l'UA-BIRA en Afrique, avec d'autres agences et gouvernements nationaux, afin de faciliter l'échange d'informations au sein de la communauté internationale, d'éviter tout double emploi et de s'assurer que l'ensemble des partenaires offrent leur soutien complémentaire à une approche unifiée.

Dans sa lutte contre la grippe aviaire hautement pathogène, l'Organisation travaille également avec des institutions internationales donatrices telles que la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et l'Union européenne ainsi que d'autres donateurs stratégiques bilatéraux comme l'USAID, le Japon, le Canada, l'Australie, la France, l'Italie, la Norvège, la Suède, l'Allemagne, le Royaume-Uni, etc.

